

## Sociologie: le danger de la (pseudo) neutralité

PAR JOSEPH CONFAVREUX  
ARTICLE PUBLIÉ LE SAMEDI 7 OCTOBRE 2017

Gérald Bronner prétend, dans son dernier livre, *Le Danger sociologique*, vouloir sauver la sociologie, au nom de la (neuro)science et de la neutralité idéologique. Son refus d'en faire un « *sport de combat* » cache plutôt une volonté de la transformer en exercice de soumission à l'ordre existant.

Gérald Bronner s'est fait une spécialité, dans ses précédentes recherches, d'explorer et de dénoncer les croyances collectives, la « démocratie des crédules » ou les ressorts du complotisme. Il est donc important, pour lui appliquer ses propres préceptes, de dessiller les yeux des crédules qui pensent que ce professeur à l'université Paris-Diderot fait encore du terrain. Il importe également de ne pas considérer comme un complot le fait qu'il bénéficie d'une omniprésence médiatique, grâce à un ouvrage qui se situe quelque part entre le pamphlet ne s'assumant pas comme tel et le mauvais manuel scolaire, doté d'une rigueur scientifique proche d'un éditio du *Point*, pour rappeler **l'une des fonctions que Gérald Bronner occupe à la ville.**

*Le Danger sociologique* est le titre de l'ouvrage publié par les PUF et cosigné par Gérald Bronner et Étienne Géhin, ancien maître de conférences en sociologie, qui avaient déjà commis ensemble un texte intitulé *L'Inquiétant principe de précaution*, à propos duquel Bronner avait clamé que la dénonciation du « *précautionnisme* » à laquelle il se livrait n'avait rien à voir avec son statut de membre du conseil d'orientation scientifique d'Areva.

Dans ce nouveau livre, abondamment relayé dans les médias, les auteurs développent une stratégie pernicieuse consistant, sous couvert de défendre la sociologie, prétendument menacée par l'idéologie et le manque de scientificité, à tout faire pour lui couper les ailes, en la sommant de renoncer à sa dimension critique et de se soumettre au nouvel impérialisme neuronal. Emmanuel Macron n'aime pas ceux qui « *foutent le bordel* » et Gérald Bronner, **qui faisait partie de l'équipe de chercheurs de salon avec lesquels dialoguait le candidat Macron**, partage sans doute avec lui l'idée qu'il ne faut surtout pas « *foutre le bordel* » dans les inégalités et les processus de domination aujourd'hui à l'œuvre.

Convaincus d'incarner la neutralité et la scientificité, Gérald Bronner et Étienne Géhin refusent donc que la sociologie soit un « *sport de combat* », selon la formule de Bourdieu, sans doute parce qu'ils préfèrent qu'elle demeure une pratique spéculative, exercée dans les laboratoires des sciences cognitives, et un exercice de soumission à l'ordre social existant. Pour attaquer leurs adversaires issus de la sociologie critique, transformés en épouvantails tellement caricaturés qu'ils deviennent faciles à abattre, Bronner et

Gérald  
Étienne  
Bronner  
Géhin  
Le danger  
sociologique

puf

Géhin sont prêts à toutes les acrobaties rhétoriques pour prôner, *in fine*, une sociologie prétendument modernisée, en réalité désactivée et sous contrôle.

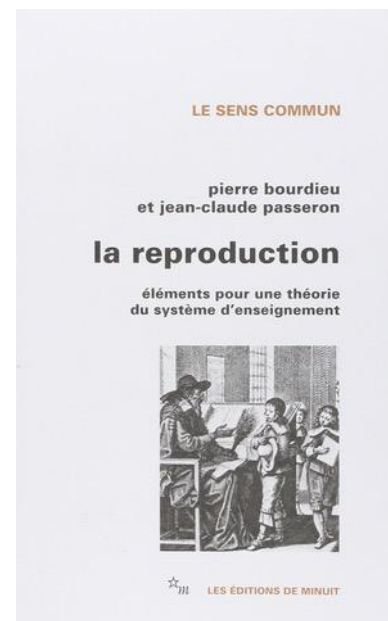


Émile Durkheim.

La première partie du livre commence donc par rejouer les divergences entre Émile Durkheim et Max Weber, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, ou celles entre Pierre Bourdieu et Raymond Boudon, à la fin du XX<sup>e</sup> siècle, c'est-à-dire les équilibres, dans l'explication des faits sociaux, entre l'action des structures sociales et celle des individus, le déterminisme social et la liberté d'action personnelle, le « holisme », qui explique les phénomènes sociaux par d'autres phénomènes sociaux, et « l'individualisme sociologique », qui les comprend d'abord comme résultant de l'action des individus.

Pour Géhin et Bronner, ce vieux match repose sur de nouveaux termes opposant « l'hyperculturalisme », qu'ils dénigrent, et la « *sociologie analytique* », qu'ils défendent. Mais tout leur propos consiste à raviver de vieilles accusations selon lesquelles la sociologie considérerait, le plus souvent et à tort, l'action des hommes comme déterminée par des structures sociales invisibles portant des noms qu'ils jugent abstraits, comme « l'État » ou « la société », et bénéficiant ainsi d'un pouvoir exagéré sur les individus, voire de « l'intention » de reproduire l'ordre social.

Dans cette charge en règle contre la sociologie dite critique, les auteurs font feu de tout bois. D'abord, un confusionnisme appuyé sur **le désastre qu'a effectivement été la position institutionnelle de Michel Maffesoli**, qui avait fait soutenir une thèse de sociologie à l'astrologue Élisabeth Teissier. Mais alors que tous les sociologues de terrain s'étaient démarqués des analyses abscones de ce professeur, Géhin et Bronner s'en servent pour suggérer, par amalgame, que c'est l'ensemble de la discipline qui manquerait de rigueur scientifique.



Ensuite, une caricature de la pensée de celles et ceux qu'ils veulent délégitimer ou brocarder. Le rappel par Bourdieu qu'il existe des structures sociales impensées des acteurs, qui peuvent les influencer et orienter leur destin, et qu'il n'est pas de pouvoir qui ne doive une part – et non des moindres – de son efficacité à la méconnaissance des mécanismes qui le fondent, n'est pas synonyme, comme l'affirment Géhin et Bronner, d'une sociologie « déterministe », qui réduit l'action des individus à celle de forces sociales abstraites et invisibles.

Enfin, une négation de la méthodologie d'enquête des chercheurs en sciences sociales qui, sous la plume des auteurs de ce pamphlet, semblent incapables de faire la différence entre « corrélation » et « conséquence », entre « conduite » et « comportement » ou entre

destin sociologique et histoire personnelle. Ce qui leur permet de valoriser à peu de frais leur propre démarche qui, par la vertu magique des neurosciences, serait, elle, empreinte d'une « neutralité axiologique » et d'une nouveauté nourrie aux avancées des études sur le cerveau.

La charge politique est d'autant plus forte que les auteurs accusent « *le récit sociologique déterministe* » de « *déresponsabiliser les individus qui acceptent d'en être les accueillants destinataires* » et de les « *condamner à une forme de prophétie auto-réalisatrice* ». Par un étrange retournement, les sociologues qui s'attachent à mettre en lumière les ressorts de l'ordre existant se trouvent ainsi accusés d'aggraver les inégalités ! Mais les auteurs ne s'arrêtent pas en si bon chemin, puisqu'ils jugent la sociologie de Bourdieu responsable de la montée du complotisme, en estimant qu'il « *existe un continuum cognitif ou, si l'on veut, une pente glissante, entre la convocation inconséquente d'entités collectives, le biais d'agentivité, le finalisme, les arguments du cui prodest (à qui profite le crime) et les théories du complot* ».



lignes

Pour jeter le soupçon sur la sociologie critique et la pensée de Bourdieu, Alain Finkielkraut et Jean-Claude Milner avaient autrefois tenté l'accusation d'antisémitisme, comme l'avait bien analysé le philosophe talmudiste Ivan Segré dans *L'Intellectuel*

*compulsif* (éditions Lignes, 2015). Mais la charge ayant été sans doute trop extrême et décalée pour emporter la mise, c'est l'accusation de complotisme qui semble avoir pris le relais de celles et ceux qui veulent, à l'instar de Gérard Bronner et Étienne Géhin, protéger l'ordre social existant de toute pensée critique.

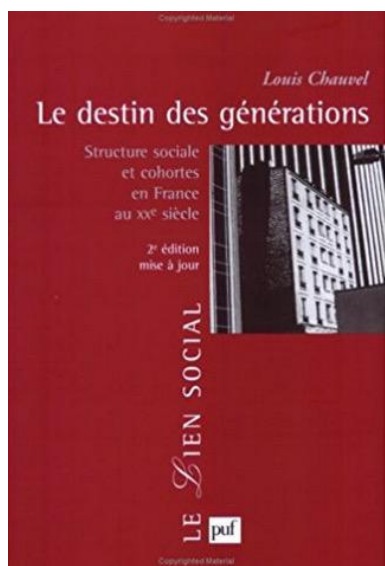
Le philosophe et économiste Frédéric Lordon rappelle pourtant, **dans un texte récent**, que « *la seule ligne en matière de complots consiste à se garder des deux écueils symétriques qui consistent l'un à en voir partout, l'autre à n'en voir nulle part – comme si jamais l'histoire n'avait connu d'entreprises concertées et dissimulées...* ». Et qu'il est sans doute urgent de se méfier d'un réflexe partagé par les dominants, consistant à se cramponner à l'ordre social existant au point de dénoncer comme complotistes toutes celles et ceux qui en font la critique radicale.

Il ne faut certes pas exonérer totalement la discipline sociologique de ses propres responsabilités dans la « cornerisation » dont elle est victime aujourd'hui, et il n'est bien sûr pas complètement inexact de dire qu'il existe, parfois, une vulgate académique qui reprend les théories de Bourdieu ou les études de genre sans avancer grand-chose de neuf. On peut aussi, par exemple, regretter que le manifeste intitulé *La connaissance libère*, lancé il y a quelques années par des sociologues disciples de Bourdieu, n'ait pas eu de suite et que leurs auteurs n'aient pas, **comme ils promettaient de le faire**, été « *débattre partout dans ces espaces méprisés des élites intellectuelles et médiatiques, les salles municipales, les entreprises, les centres sociaux, les locaux syndicaux ou associatifs, les librairies indépendantes, les universités mais aussi les marchés et les parkings de supermarchés* ».

### Margaret Thatcher des sciences sociales

Mais les accusations de la première partie du livre sont si grossières qu'elles révèlent avant tout la position de surplomb d'où parlent Bronner et Géhin et leur déconnexion de tout terrain d'enquête. D'où la nécessité de répondre plus solidement à la seconde partie du livre, qui est plus originale, même

si elle s'avère aussi scientifiquement douteuse et politiquement dangereuse que la première, d'autant qu'elle avance davantage masquée.



Son postulat est que la sociologie, telle qu'elle se pratique habituellement en France, serait trop hermétique aux sciences cognitives et computationnelles, qui enrichissent notre connaissance de l'être humain. Passons rapidement sur ce qui concerne le *big data* et les champs ouverts par l'informatique et Internet. Cela fait très longtemps que les bons sociologues, qui sont nombreux dans les laboratoires français, articulent démarche qualitative et quantitative et sont formés au traitement de statistiques et de données nombreuses. Les travaux de sociologues comme Louis Chauvel sur les cohortes générationnelles, Olivier Godechot sur la finance ou même Thomas Piketty (dont le travail se situe à la frontière de l'histoire, de l'économie et de la sociologie) sur les inégalités en sont quelques exemples parmi beaucoup d'autres.

Venons-en donc aux sciences cognitives et aux neurosciences, qui sont censées bouleverser la sociologie grâce à l'apport qu'elles offriraient à notre connaissance du cerveau. Il ne s'agit bien sûr pas de nier qu'il peut y avoir des usages féconds de ces techniques modernes ou de tracer des frontières disciplinaires strictes et étanches. Le **projet MATRICE**, dirigé par Denis Peschanski au CNRS et consacré aux rapports entre mémoire individuelle

et mémoire collective, constitue un exemple parmi d'autres de noces utiles entre les sciences sociales traditionnelles et les sciences cognitives.

Mais sous la plume de Bronner et Géhin, cette volonté de transformer la sociologie, jugée défailante, grâce à l'apport des neurosciences pose au moins deux problèmes majeurs. En premier lieu, cette volonté de solliciter la biologie pour comprendre la vie sociale de l'homme est tout sauf nouvelle, alors qu'elle se présente comme un parangon de modernité ; ensuite, elle est aussi tout sauf neutre, contrairement à ce qu'elle prétend. Les neurosciences sociales ne sont en effet que l'ultime avatar d'une longue lignée de travaux visant à étudier le comportement humain et, en particulier, sa vie en société, comme celui d'un animal biologique, dont l'histoire est problématique.



Portrait de Franz Joseph Gall

La phrénologie de Franz Gall cherchait en effet déjà, au début du XIX<sup>e</sup> siècle, dans la forme des crânes supposée refléter celle du cerveau, l'emplacement de vingt-sept facultés humaines, parmi lesquelles l'instinct de défense de la propriété, l'esprit caustique ou le sentiment religieux... L'utilisation de l'anthropologie physique pour légitimer la domination coloniale, puis le racisme nazi, avait un moment discrédité ces thèses, ce qui ne les a pas empêchées de réapparaître sous des formes modernisées, que ce soit dans les années 1960 avec l'éthologie de Konrad Lorenz ou de Desmond Morris et, plus



encore, dans les années 1970 avec la sociobiologie d'Edward O. Wilson, et cela avant que la génétique du comportement ne cherche à prendre le relais. À chaque fois, l'utilisation idéologique des thèses sociobiologistes pour légitimer l'inégalité sociale ravissait les franges les plus droitières des sociétés, au point que c'était, en France, devenu une spécialité de la Nouvelle Droite du Club de l'horloge.

Par rapport à ses prédécesseurs, le nouveau naturalisme que portent les neurosciences sociales a l'immense avantage de ne pas être associé clairement à une idéologie d'extrême droite. Mais il suffit de regarder sur quoi portent nombre de ces travaux pour voir que le projet politique des neurosciences, qui continue d'avancer sous le masque de la neutralité scientifique et à l'abri de l'imagerie cérébrale, est en réalité un projet très politique. On nous a ainsi expliqué que les enfants des milieux populaires présentaient une moins grande latéralisation cérébrale, supposée expliquer leurs faibles compétences linguistiques, ou que plus les revenus et niveaux d'éducation des parents étaient bas et plus la surface de certaines régions du cortex ainsi que le volume de l'hippocampe des enfants étaient restreints...

Comme l'écrivait Nicolas Chevassus-au-Louis **dans un article de la Revue du Crieur consacré aux neurosciences sociales** : « *La lecture biologique du social n'est qu'une forme de la personnalisation, en phase avec l'idéologie libérale, qui rend chacun individuellement responsable de son sort, de son échec comme de sa réussite, indépendamment des conditions dans lesquelles il vit. Une conception dont il est bien difficile de contester le caractère éminemment politique.* »

Mais outre les limites scientifiques des protocoles d'expérience mis en œuvre par les neurosciences, notamment l'imagerie produite par la résonance magnétique qui est souvent aussi séduisante visuellement qu'insatisfaisante intellectuellement, le principal écueil de la piste proposée par Bronner et Géhin est sa conception très appauvrie du monde social. Pour les neurosciences, le monde social se réduit en effet à un agrégat d'individus, eux-mêmes cantonnés au fonctionnement de leur cerveau.



Margaret Thatcher

Si l'on s'interdit ainsi de comprendre que le tout n'est pas que la somme des parties, et que le social n'est pas la simple juxtaposition d'interactions bilatérales entre individus, on plonge dans un réductionnisme où les notions d'institutions, d'agencement collectif, de contrats ou de structures sociales n'entrent pas en ligne de compte. À ce titre, Gérard Bronner et Étienne Géhin s'apparentent à des Margaret Thatcher des sciences sociales, convaincus, comme la Dame de fer, que « *there is no such thing as society* ». Un paradoxe, pour des chercheurs qui revendiquent encore le titre de sociologues...

**Directeur de la publication** : Edwy Plenel

**Directeur éditorial** : François Bonnet

**Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).**

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

**Courriel** : contact@mediapart.fr

**Téléphone** : + 33 (0) 1 44 68 99 08

**Télécopie** : + 33 (0) 1 44 68 01 90

**Propriétaire, éditeur, imprimeur** : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.